



AGFE91

Association de Gestion des Fonds Européens



Rapport d'activité 2023



Sommaire

Présentation de la structure	3
Le mot du directeur	4
Les membres de l'association	5
Bilan de la programmation 2014-2020 (prolongée à mi 2023)	6
Profil type des participants	10
Nous les avons soutenus	12
Retour sur la mobilité ERASMUS en Slovénie	22
Perspectives 2024	23



PRÉSENTATION DE LA STRUCTURE



Créé en 2015, l'association de gestion des fonds européens en Essonne (AGFE91) est un organisme intermédiaire pivot de gestion du Fonds social européen (FSE). À ce titre, notre association bénéficie d'une délégation de gestion de crédits qui lui permet de soutenir les acteurs de l'emploi et de la formation professionnelle en Essonne.



Soutien à l'emploi, la formation professionnelle et l'inclusion sociale en Essonne.



Un mode de gestion des Fonds européens unique et au plus près des besoins des essonnien.



Démarche collaborative avec les acteurs de l'emploi et de l'insertion.

L'AGFE91 est une plateforme commune aux 3 PLIE du territoire essonnien et au Conseil départemental.



Depuis 2022, l'association et ses membres disposent également d'une accréditation ERASMUS qui permet d'organiser des mobilités en Europe au profit de personnes en parcours d'accompagnement socioprofessionnel.



MOT DU DIRECTEUR



Un rôle de financeur renforcé :

Décryptage avec Ibrahim Seye, Coordonnateur de l'Organisme Intermédiaire du Fonds social européen+ (FSE+) à l'AGFE 91

L'année écoulée a marqué la clôture du Programme Opérationnel National (PON) FSE pour « l'Emploi et l'Inclusion » 2014-2020. L'autorité de gestion déléguée a ainsi demandé aux Organismes Intermédiaires franciliens de soumettre le maximum d'opérations de cette programmation avant le 31 décembre. Les membres de l'AGFE91 ont relevé ce challenge en réalisant plus de 100 CSF entre juillet et décembre 2023.

L'année 2023 a également été riche en actions ! La satisfaction exprimée par les participants et tous ceux qui bénéficient des actions cofinancées par le FSE témoigne de l'impact positif de notre travail.

Pour rappel, les projets de l'année 2023 ont été financés au titre des crédits REACT EU¹ qui représentaient 6 084 762,33 €, dont 1 152 000,00 € ont été obtenus en juin 2022 après un travail de fonds auprès de la DRIETS-IDF et de la DGEFP.

Cette année, l'AGFE91 s'est également efforcée de maintenir sa dynamique en termes de mobilité. En effet, depuis 2020 l'Association bénéficie d'une accréditation Erasmus+ pour les adultes qui lui permet d'organiser des mobilités en Europe. Ces financements ont permis à une dizaine d'essoniens de se rendre en Slovénie chez notre partenaire Mansion Rakičan.

Nous espérons augmenter le nombre de mobilités, qui représentent une opportunité pour les essoniens d'approfondir leurs connaissances sur l'Europe et un formidable outil d'émancipation. D'autres mobilités sont déjà en cours de planification.

Pour finir, en tant que coordonnateur de l'association, je tiens particulièrement à remercier Monsieur Loïc MOUTOUSSAMY, superviseur technique de l'AGFE 91, pour son professionnalisme et son investissement.

Merci également aux membres du conseil d'administration qui, sans faillir dans l'ensemble de leurs missions, ont atteint les objectifs fixés. Le conseil d'administration de l'AGFE 91, composé d'administrateurs impliqués, assure et garantit le bon fonctionnement de l'association.

¹ Les crédits REACT EU font suite à la feuille de route du Conseil européen, approuvé le 23 août 2020, le Conseil européen a approuvé une feuille de route pour la relance, visant à atténuer les effets économiques et sociaux de la crise sanitaire et à favoriser une reprise économique.



LES MEMBRES DE L'ASSOCIATION



Conseil départemental est le chef de file des politiques sociales et de solidarité du territoire essonnien. A ce titre, il définit des schémas départementaux ayant vocation à établir un cadre cohérent.



L'association MEIF Paris-Saclay agit pour les personnes en recherche d'emploi. Elle porte notamment le dispositif du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi, via une mission intercommunale déléguée sur les champs de l'Emploi, de l'Insertion et de la Formation sur le Territoire Paris-Saclay.



Créé en 1997, **Avenir Initiatives** œuvre à construire des parcours d'insertion au profit des 1400 personnes éloignées de l'emploi accompagnées du territoire Nord-Essonne. Il est un acteur au cœur de l'animation des acteurs de l'emploi de l'insertion et du développement économique.



La maison de l'emploi et de la formation Paris Grand Sud remplaçant Dynamique Emploi est une association qui porte une maison de l'emploi, une mission locale et un PLIE. Ainsi, l'association accompagne les personnes les plus éloignées de l'emploi du territoire centre-Essonne dans la construction de leur projet socioprofessionnel et la réussite de leur parcours.

* *La Maison de l'emploi et de la formation Paris Grand Sud et le PLIE Intercommunal « Ensemble Vers l'Emploi » ont fusionné en 2023.*



BILAN DE LA PROGRAMMATION 2014-2020 (PROLONGÉE À MI 2023)

Nombre d'opérations programmées par année

En moyenne 59 projets ont été programmés chaque année entre 2016 et 2023.

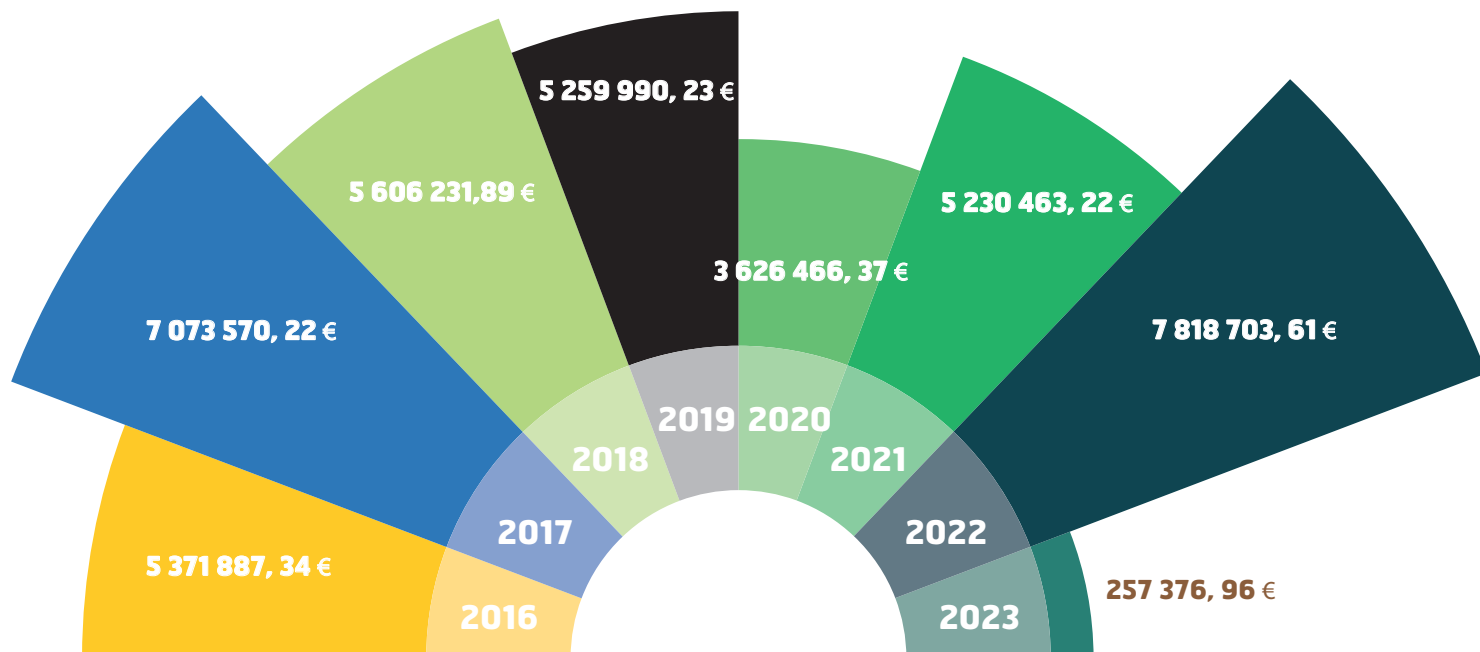
Nombre de dossier par année

2017	72
2018	110
2019	70
2020	64
2021	41
2022	52
2023	58
2024	3

Total général 470

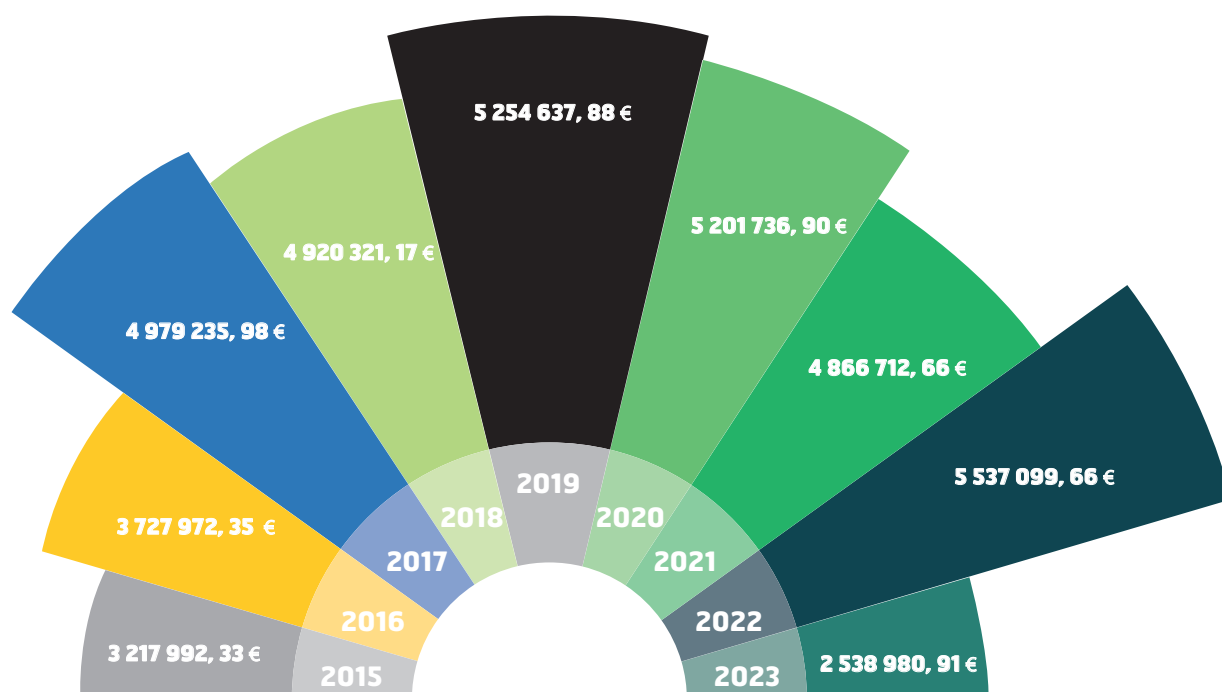
Montants programmés par année

En moyenne 5 030 586 € ont été programmés chaque année entre 2016 et 2023.



Total Général
40 244 689,84

Affectation des dépenses par année



Nombre de contrôles de service fait (CSF) par année

En moyenne 56 contrôles de service fait ont été réalisés chaque année entre 2016 et 2024. Il est à noter qu'un effort considérable a été conjointement réalisé par les porteurs de projets et le service gestionnaire pour respecter les échéances de clôture de la programmation. Un peu plus de 20 % des contrôles de service fait ont été réalisés en 2023 et 2024.

Nombre de CSF par année

2016	21
2017	52
2018	55
2019	76
2020	86
2021	57
2022	53
2023	96
2024	6

Total général 502

Nombre certifié par année

2016	1 305 479,29 €
2017	2 511 999,78 €
2018	2 349 618,74 €
2019	3 877 291,63 €
2020	4 056 128,23 €
2021	3 028 148,99 €
2022	4 093 867,35 €
2023	7 261 958,53 €
2024	478 003,99 €

Total général 28 962 496,53

Montants certifiés par année

En moyenne, 3 218 055 € ont été certifiés chaque année entre 2016 et 2024. À l'échelle de chaque dossier, on observe une déperdition moyenne de 24 % entre les dépenses initialement programmées et celles finalement au Contrôle de service fait (CSF), se caractérisant par un impact de 31 % sur le montant de la subvention FSE.

Il est important de noter que ces écarts s'expliquent majoritairement par des sous-réalisations de projets (notamment pendant la période COVID19), et dans une moindre mesure par l'absence ou la non-conformité des justificatifs.

Grâce à la stabilisation des règles et à une gestion dynamique, ces taux se sont constamment améliorés, ramenant le taux de déperdition à 18 % pour les dépenses programmées par rapport aux dépenses finalement retenues au CSF, se caractérisant par un impact de 25 % sur le montant de la subvention FSE.

Un mot sur les Audits

Dans le cadre de la gestion du Fonds Social Européen (FSE), plusieurs types d'audits sont réalisés pour garantir la conformité et la bonne utilisation des fonds. Parmi ces audits, on distingue les contrôles de certification effectués par la Direction Régionale des Finances Publiques (DRFiP) et les audits d'opérations réalisés par l'agence nationale anti-fraude (ANAF ; ex CICC).

Ces audits peuvent entraîner une réfaction des montants alloués et des remboursements de la part des porteurs de projets en cas de non-conformité.

Dans le cadre de la programmation 2014-2020 notre organisme intermédiaire a subi 22 contrôles approfondis. Ces contrôles se décomposent comme suit :

- 7 audits d'opération menés par l'ANAF (ex CICC)
- 15 contrôles de certification menés par la DRFiP

Sur un montant total de **4 754 319,59 €** contrôlés, le taux d'erreur s'est établi à 2,36 %. Ce taux d'erreur a impacté les porteurs de projets à hauteur de **79 260,34 €**.

À noter que ces contrôles n'incluent pas les contrôles de supervision effectués par la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DRIEETS), ni les contrôles réalisés lors de la certification classique par la DRFiP.

Il apparaît que la grande majorité des anomalies détectées se concentre sur quelques opérations spécifiques. Les résultats de ces audits plaident pour une vigilance accrue et un suivi rigoureux sur l'ensemble des projets cofinancés par le FSE.

Au sortir de ces audits, il apparaît que certains points doivent faire l'objet d'une attention toute particulière.

- Éligibilité des participants
- Calcul de la taxe sur les salaires
- Procédures de mise en concurrence

En complément, pour la programmation 2021-2027, une attention renforcée devra être portée à la mise en œuvre des obligations de communication qui devient un motif de réfaction des dépenses.

Nombre d'appels à projets lancés par année

Au total, 76 appels à projets ont été lancés au cours de la programmation. Si l'on exclut les deux premières années de lancement (2014 et 2015), cela représente une moyenne de 10 appels à projets par an, généralement répartis en 2 vagues.

Dans la seconde moitié de la programmation, notre organisme intermédiaire s'est efforcé de lancer des appels à projets communs à tous les membres et entend poursuivre cette dynamique.

2014	2
2015	4
2016	9
2017	11
2018	10
2019	9
2020	7
2021	13
2022	11

Total général 76

Typologie des projets financés

L'accompagnement est le principal type de projet financé, avec 163 opérations et une grande partie des subventions totales allouées à ce domaine. Ces initiatives visent à offrir un soutien personnalisé et continu aux bénéficiaires, facilitant ainsi leur insertion sociale et professionnelle.

Les Ateliers et Chantiers d'Insertion (ACI) constituent la deuxième catégorie de projets la plus financée. Toutefois, en termes de montants alloués, ces projets reçoivent une part moindre des subventions, car le pourcentage de cofinancement y est généralement plus faible.

La levée des freins figure également sur le podium des types de projets financés, avec 41 opérations, représentant 9 % des projets financés.

Les projets de relation entreprise et de clauses sociales, avec respectivement 24 et 16 opérations, bénéficient aussi d'une attention particulière et de financements significatifs.

PROFIL TYPE DES PARTICIPANTS

Nombre de participants à l'entrée des opérations
par priorité d'investissement - Cumul



PI 9.1
Correspond au
«FSE 2014 - 2020»



PI 13.1
Correspond au
«fonds REACT EU»

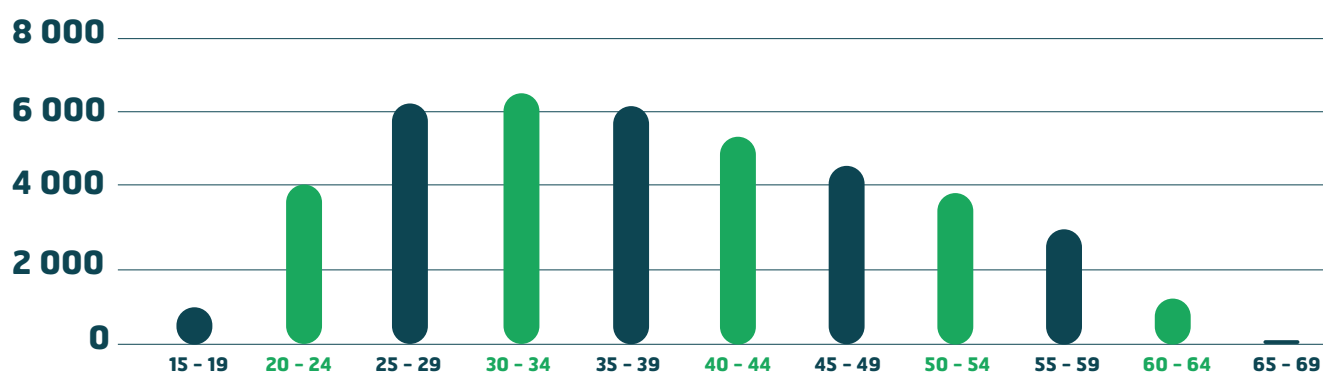


39%

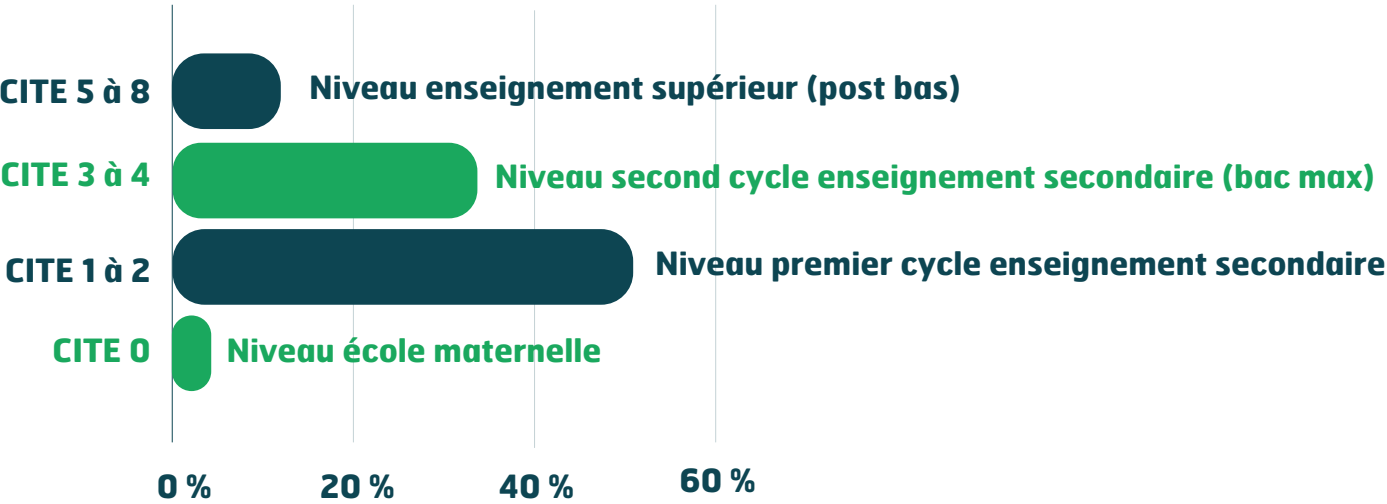


61%

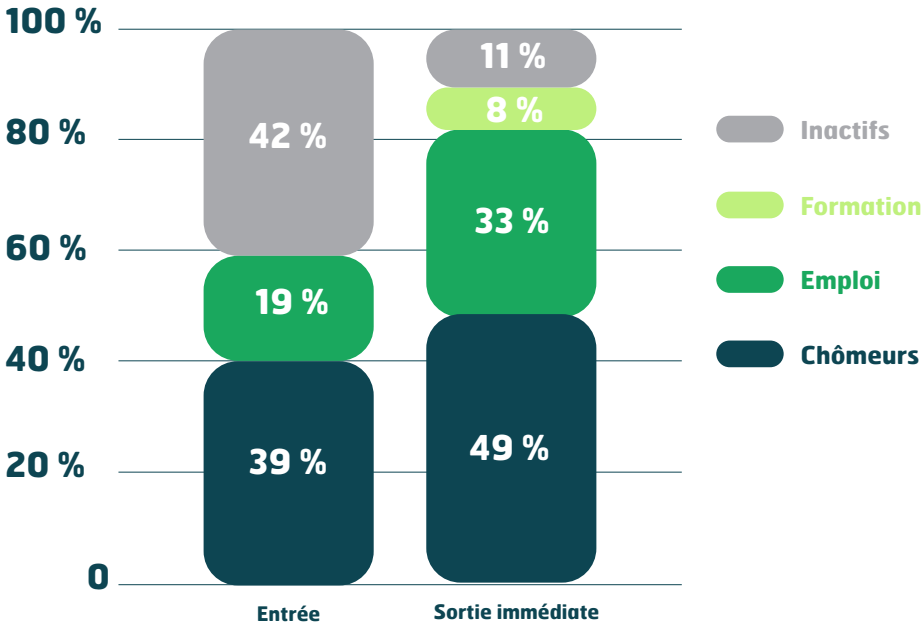
Nombre des participants par tranche d'âge



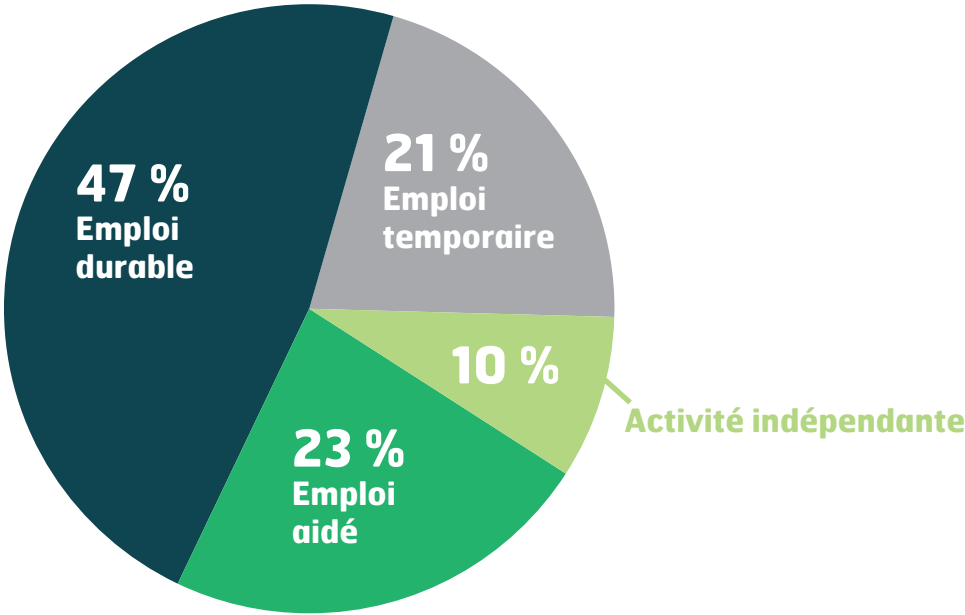
Part des participants par niveau de formation



Situation des participants sur le marché du travail



Typologie des emplois à la sortie des opérations





NOUS LES AVONS SOUTENUS

Exemple de projet sur toute la programmation 2014-2020



Nom de la Structure : Conseil départemental de l'Essonne

Numéro MDFSE : 2022

Intitulé du projet : Espaces emploi insertion

Description du projet : Les Espaces emploi insertion proposent un accompagnement intensif et individualisé des bénéficiaires de RSA vers et dans l'emploi, en un lieu unique, clairement identifié et facile d'accès pour les bénéficiaires de RSA des territoires

Date de début : 01/01/2022

Date de fin : 31/12/2022

Montant FSE : 319 535 €

Coût total : 415 629 €

Co financeurs : 96 089 €

Objectifs :

- La captation rapide des personnes ayant des freins et notamment les bénéficiaires de RSA en vue d'une sortie vers l'emploi
- La qualification des moyens humains affectés au projet, avec des profils spécifiques au besoin de continuité et de redynamisation du parcours d'accompagnement vers l'emploi
- Le suivi de 100 bénéficiaires en continu, avec des sorties positives vers et dans l'emploi à 60% ; le taux de sortie est de 74%

Moyens humains / matériels :

1 chef de secteur, 6 coachs emploi et 4 animateurs insertion-emploi, des locaux dédiés

Résultats attendus (quantitatif / qualitatif) :

- L'amélioration de la prise en charge des publics concernés
- La formalisation de parcours cibles, notamment pour accélérer les dernières étapes d'un parcours d'insertion professionnelle une fois les freins sociaux levés
- La mise en emploi ou en sortie positive de bénéficiaires de RSA
- La concertation entre les professionnels de l'insertion et les entreprises locales

Quelques lignes du porteur de projet :

Bilan de l'action très positif, qui permet d'envisager Le déploiement pérenne des Espaces emploi insertion dans d'autres territoires de l'Essonne, au cours de l'année 2023 et les années suivantes.

Plus-value du FSE L'aide financière permet au Département de réduire le coût de la masse salariale nécessaire à la mise en œuvre du projet.

Difficultés : le temps RH dédié au dossier FSE, la gestion du dossier (suivi des participants et collecte des justificatifs...)

Perspectives :

Pérennisation du dispositif et déploiement sur tout le territoire, afin d'être au plus près du public concerné





NOUS LES AVONS SOUTENUS

Exemple de projet sur toute la programmation 2014-2020



EMMAUS
CONNECT

Nom de la Structure : EMMAUS CONNECT

Numéro MDFSE : 202202487

Intitulé du projet : Favoriser l'autonomie numérique et l'insertion des publics accompagnés par le PLIE MDEF de Grand Paris Sud

Description du projet : Pour ce faire, Emmaüs Connect entend mettre en place 4 parcours d'accompagnement de 90h aux usages numériques afin de :

- Faire acquérir des compétences de base à l'utilisation de l'ordinateur portable aux publics accompagnés par le PLIE MDEF Grand Paris Sud
- Faire acquérir des compétences avancées pour leur permettre de construire leur projet professionnel, trouver une formation en ligne, faire une recherche d'emploi ou encore répondre à une offre d'emploi, ainsi qu'à réaliser des démarches administratives ou de la vie quotidienne en ligne
- Faire obtenir aux participants en fin de parcours une certification PIX de niveau 3, sur au moins 9 compétences sur 16

Objectif : L'objectif ici visé est l'appui à la réinsertion sociale et professionnelle par le numérique de 28 bénéficiaires au maximum, qui pourront s'inscrire dans un parcours "à la carte" suivant leurs niveaux et leurs besoins, leur permettant d'acquérir des compétences numériques de base sur ordinateur portable, et des compétences avancées utiles à leur insertion professionnelle et sociale.

Date de début : 01/01/2023

Date de fin : 30/06/2023

Montant FSE : 16 178 €

Coût total : 16 178 €

L'objectif de l'action est de favoriser l'accès au numérique des participants du PLIE en situation de fracture numérique en leur permettant :

- D'évaluer leur niveau lors d'un diagnostic.
- D'être orientés vers des ateliers adaptés à leurs niveaux et attentes
- D'acquérir les compétences numériques de base.
- Favoriser le retour à l'emploi ou l'accès à l'emploi durable ou à d'autres dispositifs de formation ou d'insertion de droit.
- Renforcer l'efficacité des parcours d'insertion professionnelle, en levant des freins liés au manque de compétences numériques.
- Favoriser leur accès aux services administratifs et de la vie courante en ligne, pour leur permettre de jouir des opportunités du numérique.
- Rendre les participants acteurs et autonomes dans leur apprentissage de sorte qu'à l'issue du parcours ils puissent s'adapter et apprendre par eux-mêmes sans être dépendant d'une formation ou d'un accompagnant.

Moyens humains / matériels :

1 salariée animant les 4 parcours

Résultats (quantitatif / qualitatif) :

29 participants/ 4 parcours réalisés

Bilan de l'action :

4 parcours réalisés (Evry :2, Grigny :1 ; ris :1)

29 participants, 17 ont passé leur certification PIX

Plus-value du FSE :

Prise en charge de l'action dans le cadre du FSE-REACT-UE

Difficultés :

Trouver les contreparties au montage de l'action

Perspectives :

Continuer ce type d'actions sur le territoire

Partenariat solide avec la MDEF-GPS

Bilan des Parcours d'accompagnement numérique et insertion socio-professionnelle - Certifiant PIX - 90h

- **4 parcours** de 6 semaines déployés au S1 2023 du 2 janvier au 30 juin 2023
- **3 lieux :**
 - Antenne MDEF GPS à Evry (x2)
 - Antenne Emploi de Grigny
 - Ris-Emploi à Ris-Orangis
- Entraînements PIX réguliers et **certification PIX** pour les personnes volontaires
- **29 participants : 86% de taux de présence** (83% aux modules optionnels)
- **17 volontaires** ont passé le PIX et 10 d'entre eux l'ont eu, dont 3 avec plus de 120 points
- **94%** des répondants au questionnaires sont **très satisfaits du parcours**
- **76%** se disent **rassurés sur l'ordinateur**





NOUS LES AVONS SOUTENUS

Exemple de projet sur toute la programmation 2014-2020



EMPILOI
INSERTION
FORMATION

Nom de la Structure : Association Loi 1901 L'île aux langues

Numéro MDFSE : 202201827

Intitulé du projet : Ateliers relais vers l'emploi - MEIF Paris-Saclay

Description du projet : Le porteur de projet a proposé une opération de formation linguistique à visée professionnelle vers l'emploi pour faciliter les parcours d'insertion professionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi et en démarche de recherche d'emploi inscrites au PLIE porté par la MEIF Paris-Saclay.

Concrètement, il s'agissait de proposer à 48 participants répartis sur 4 groupes de niveaux et deux sites, Longjumeau et Les Ulis, des formations d'apprentissage du français sur 22 semaines de cours. Il a également été proposé en parallèle de ces cours, un atelier de préparation pour le passage d'examens linguistiques toutes les deux semaines après démarrage des groupes de formation, en alternance avec la permanence d'évaluation et en fonction des besoins et de la demande.

L'opération est venue renforcer l'offre linguistique proposée sur le territoire et a permis d'accompagner les bénéficiaires pour faciliter leur parcours d'intégration ou d'insertion et lutter contre la rupture dans leurs parcours emploi à cause d'un frein linguistique.

Date de début : 01/01/2023

Date de fin : 30/06/2023

Montant FSE : 38 032,40 € (CSF - Montant max. conventionné)

Coût total : 40 569,20 € (CSF)

Co financeurs : S.O.

Objectifs :

L'opération a notamment permis :

- de fluidifier et renforcer les parcours d'insertion socio-professionnelle des personnes éloignées de l'emploi et des salariés précaires
- de consolider les liens entre la formation linguistique et les structures de l'emploi
- d'éviter les ruptures de parcours des participants accompagnés
- d'acquérir des compétences en français, indispensables à l'insertion professionnelle et à l'autonomisation des participants accompagnés

Le projet a contribué à l'augmentation du nombre de parcours individualisés d'accès à l'emploi des publics très éloignés de l'emploi avec la mise en œuvre d'étapes de parcours visant à lever les freins professionnels à l'emploi.

Moyens humains / matériels :

Deux formatrices ont été mobilisées pour la réalisation de l'opération: Lucile BLOSER-KELKEMANS, affectée à temps plein à l'action, et Léa MEZIANE, recrutée en tant que vacataire pour une durée de 6 mois et à raison de 6 heures par semaine (soit un total de 1,2 ETP) avec les missions suivantes :

- l'organisation, l'animation et le suivi des réunions des information collectives
- la préparation et l'animation des séances de formation
- la tenue des permanences d'évaluations et de préparation aux examens
- l'accompagnement individuel le cas échéant (16h de face à face envisagée)
- la coordination avec les référents (CIP) du PLIE prescripteurs
- la gestion administrative de l'opération FSE (suivi des informations collectives, convocations, analyse des enquêtes de satisfaction...)

Résultats attendus (quantitatif / qualitatif) :

- 48 personnes accompagnées sur la durée de l'opération
- organisation de 8 informations collectives
- mise en œuvre de 4 groupes sur 22 semaines de formation avec 12 participants par groupe
- 88h de formation au maximum par groupe (soit potentiellement 352 heures de formations dispensées)
- 66 h d'ateliers de préparation aux examens / d'évaluation lors des permanences
- 50% de participants avec une suite de parcours enclenchés suite à cette étape dans leur parcours

Au niveau des participants, l'opération devait permettre :

- de mieux appréhender le monde du travail (découverte du lexique et des compétences par secteurs d'activités)
- de comprendre et s'exprimer dans les situations communes de la vie socio-professionnelle (posture, savoir-être...) avec différents interlocuteurs (hiérarchie, collègues, clients, fournisseurs...)
- d'être capable de réaliser des actes de communication professionnelle simples
- d'acquérir de l'aisance et de l'efficacité à l'oral au téléphone et en entretien d'embauche
- de redynamiser leur recherche d'emploi
- de mieux identifier et connaître les acteurs du service public et associatifs de l'emploi



Quelques lignes du porteur de projet



**Alice FERMON, Responsable de développement
Association | L'île aux langues**

L'île aux langues a dispensé auprès de 4 groupes d'apprenants, 88 heures de français, respectivement, sur le 1er semestre 2023, aux Ulis et à Longjumeau. Le dispositif était en entrée et sortie permanente et financé intégralement par le Fonds Social Européen - Union Européenne. C'est une première pour LIAL de s'adresser au FSE ! La formation était organisée autour de toutes les thématiques de l'emploi. Une permanence de préparation aux examens et une d'évaluation pour acter les entrées en cours de formation, ont été proposées tout au long de la formation. Le dispositif s'adressait à des demandeurs d'emploi inscrits ou éligibles au dispositif PLIE (résidant sur le territoire de la Communauté Paris-Saclay ou de la Communauté de communes Pays de Limours ; disposant d'une pièce d'identité autorisant à travailler) et en difficulté avec la maîtrise de la langue française.

La MEIF Paris-Saclay était notre partenaire sur cette action. Nous avons rencontré des membres de cette structure lors de formations de formateurs dispensées par l'intermédiaire de Ressources Urbaines (anciennement le CRPVE).

- 352 heures de cours au total
- 133 inscriptions vers le dispositif
- 80% des personnes évaluées orientées vers ce dispositif
- 61 intégrations dans ce dispositif (objectif 48)
- Une moyenne de 40 heures / apprenant

L'équipe pédagogique a pris beaucoup de plaisir à créer et à dispenser cette formation et auprès du public, et les échanges avec la MEIF PS ont été forts enrichissants et constructifs et ce, tout au long du dispositif.

Le montage et le bilan financier représentent des exercices complexes mais l'équipe de la MEIF a su nous accompagner afin de répondre aux exigences du bailleur tout en s'adaptant à notre réalité et nos contraintes. Au bilan, L'île aux langues a malgré tout mobilisé des fonds propres. L'île aux langues souhaite développer et consolider les partenariats sur ce nouveau territoire d'intervention. Tout en étant vigilant au niveau du financement, car le FSE ne règle qu'une fois l'action terminée, ce qui suppose pour l'association d'être en capacité d'avancer les fonds. Lors des opérations de contrôles, le FSE opère une analyse stricte et rigoureuse des activités menées et de l'atteinte des objectifs, qui peut entraîner des retenues sur la somme à verser initialement.

Témoignage de M. NGUYEN, bénéficiaire

Le format de l'action, le groupe et le programme m'ont intéressé. C'est très compatible avec mon besoin car il y a focus sur la recherche du travail et pour faire un entretien. La formatrice explique bien. Cela m'a beaucoup aidé pour la recherche de travail. Quand je pars en entretien j'ai plus confiance, je suis moins bloqué. On est encouragé à parler. Je peux faire la lettre de motivation et la recherche d'emploi avec les ateliers sur l'ordinateur.



NOUS LES AVONS SOUTENUS

Exemple de projet sur toute la programmation 2014-2020



Nom de la Structure : MISSION LOCALE NORD ESSONNE

Numéro MDFSE : 202201861

Intitulé du projet : SUIVI ET ACCOMPAGNEMENT DES PACOURS DES PARTICIPANTS EN HEBERGEMENT TEMPORAIRE ET EN RECHERCHE DE LOGEMENTS : dispositif CLLAJ

Description du projet : La Conseillère en insertion socio professionnelle du CLLAJ a pour mission, en coordination avec les autres professionnels de l'équipe, d'accompagner les jeunes hébergés en logement temporaire et/ou rencontrant une difficulté d'insertion qui bloque leur accès ou le maintien à une solution de logement en leur permettant d'être acteur de leur parcours. Pour y parvenir, elle est chargée : d'établir un diagnostic de la situation sociale et professionnelle par personne, d'identifier les problématiques du participant, de coordonner ses démarches de recherches d'emploi en mobilisant toutes les compétences, réseaux et moyens nécessaires, afin de permettre un accès et un maintien dans l'emploi (CDI, CDD de plus de 6 mois, contrat de droit commun), un accès à la formation qualifiante ou diplômante ou à la création d'activité.

Date de début : 01/01/2022

Date de fin : 30/06/2023

Montant FSE : 49 187,51 €

Coût total : 109 695,61 €

Co financeurs :

- CONSEIL DEPARTEMENTAL : 35 000,00 €
- Autofinancement : 25 508,10 €

Objectifs :

La précarité de l'emploi et la fragilité dans le logement vont de pair pour de très nombreux jeunes ; en effet : emplois précaires, instabilité des revenus, perte d'emploi ont des conséquences directes sur l'accès ou le maintien au logement qui peut être alors remis en cause.

L'action consiste à proposer au sein de l'équipe du CLLAJ un accompagnement vers l'emploi assuré par une conseillère en insertion sociale et professionnelle afin de renforcer et de compléter l'offre de service du CLLAJ ; cette action vise ainsi à permettre une meilleure articulation entre le volet emploi et logement.

Cette configuration permet :

- D'accueillir les jeunes en recherche d'emploi et en demande d'accès au logement ou en rupture d'hébergement en corrélant leurs démarches «logement» avec celles de leur insertion professionnelle. Cette pluridisciplinarité au niveau du CLLAJ correspond au format d'équipe déjà présent. Nous obtenons un gain de temps dans le parcours global qui traite simultanément l'emploi et le logement.

- D'accélérer le parcours résidentiel en sécurisant les situations professionnelles. La Conseillère en insertion socio professionnelle du CLLAJ, en coordination avec les autres professionnels de l'équipe, a pour mission d'accompagner les jeunes hébergés en logement temporaire et/ou rencontrant une difficulté d'insertion qui bloque leur accès ou le maintien à une solution de logement en leur permettant d'être acteur de leur parcours.

En collaboration avec l'ensemble de l'équipe du CLLAJ, la Conseillère a pour mission d'accompagner vers l'emploi durable les jeunes hébergés en logement temporaire et/ou rencontrant une difficulté d'insertion qui bloque leur accès ou le maintien à une solution de logement afin d'assurer une stabilité des parcours et d'éviter ainsi tout risque de rupture.

Moyens humains / matériels :

L'action est menée par Stéphanie Eustache, salariée à la Mission Locale Nord Essonne depuis 2000 ; sa riche expérience professionnelle dans le cadre du CLUB EMPLOI auprès des publics rencontrant des problèmes d'insertion et de vie quotidienne, lui a permis d'acquérir de solides compétences facilitant ainsi la mise en place de réponses adaptées et personnalisées face aux problématiques rencontrées.

Quelques lignes du porteur de projet :

La Mission Locale Nord Essonne a pour mission l'accueil, l'information, l'orientation et l'accompagnement vers l'autonomie des jeunes âgés de 16 à 25 (et 30 ans pour le CLLAJ) de son territoire (Morangis, Paray-Vieille-Poste, Juvisy-sur-Orge, Savigny-sur-Orge, Viry-Châtillon, Athis-Mons). La Mission locale fait partie d'un réseau national reconnu membre du service public de l'emploi. La Mission locale met en oeuvre un accompagnement sous forme pluridisciplinaire avec une approche globale. Sa mission ne s'arrête pas à la seule finalité professionnelle et prend en compte l'ensemble des thématiques d'insertion. Ainsi, la Mission locale Nord Essonne a développé une offre de service variée permettant d'apporter des réponses aux problématiques d'emploi, de formation, de qualification, d'accès aux droits, à la santé, au logement, au loisirs et à la culture. Elle propose également une démarche d'accompagnement pour les créateurs d'activité et pour les jeunes souhaitant bénéficier d'une mobilité à l'international. En son sein, la Mission locale propose également des temps de débat et de parole notamment grâce à sa Web Radio (Radio Actif).

Bilan de l'action :

La mission de la Conseillère en insertion Professionnelle a été de renforcer et de compléter l'offre de service proposée par l'équipe pluridisciplinaire du CLLAJ composée de conseillers logement et de travailleurs sociaux. Elle a accompagné les jeunes hébergés en logement temporaire et/ou, rencontrant une difficulté d'insertion professionnelle (80 jeunes dont 34 femmes) qui bloque leur accès ou le maintien sur une solution de logement. Pour atteindre l'objectif d'accès à l'emploi durable, elle a assuré l'accompagnement du public dans la construction de leur insertion professionnelle en les aidant à mettre en place des étapes de parcours, tant sociales que professionnelles. Ensemble, référent et participant ont validé chacune de ces étapes d'accès à l'emploi. Ce suivi s'est poursuivi durant toutes les étapes en emploi ou en formation, jusqu'à la sortie positive (25 sorties positives) : accès à un CDI ou un CDD de plus de 6 mois. Après le démarrage d'un emploi, d'une entrée en formation qualifiante ou la création d'une activité, la référente a continué d'assurer un suivi personnalisé du bénéficiaire durant 6 mois pour s'assurer de la réussite de la reprise d'activité. Cet accompagnement vers et dans l'emploi, s'est avéré nécessaire pour garantir une insertion professionnelle durable par l'implication des participants en qualité d'acteur et par la proposition d'un éventail de choix : actions, étapes de parcours, formation y compris l'emploi. Il a permis de réduire l'exclusion sociale des bénéficiaires ayant des incapacités ou des freins, et de contribuer à garantir leur pleine participation sociale. Ainsi, les participants ont pu bénéficier d'un suivi renforcé sur-mesure, en proximité avec le référent, leur interlocuteur privilégié.

En complément de cet accompagnement individuel, des actions collectives ou des services spécifiques ont été proposés afin de mobiliser, de définir un projet, de rendre autonome et de proposer des offres d'emploi et / ou de formation.

La conseillère en insertion du CLLAJ Essonne a ainsi participé à différentes actions liées à l'emploi sur le territoire :

- Forum alternance à Viry Chatillon le 15 Mai 2022
- Les Rendez-vous pour l'emploi d'Orly Paris le 14/04/2022 et le 13/10/2022
- Le « Challenge des compétences » à Athis-Mons le 08/11/2022
- Job Dating Pole Emploi à la médiathèque d'Athis- Mons le 09/11/2022
- Job dating Nord Essonne à Juvisy s/o le 22/11/2022
- Job dating Grand Vaux à Savigny s/o le 17/02/2022 et le 06/12/2022
- Les « RDV emploi by Orly Paris » au Marché de Rungis le 14/04/2022 et le 20/04/2023
- Le Forum de l'Alternance le 25/05/2023 sur Athis Mons.

Elle a également animé 4 ateliers collectifs dont 2 sur le logement à l'Epide de Brétigny-sur-Orge et 2 ateliers d'animation « jeu passe en cale ».

Contrairement aux autres années, nous constatons que les hommes sont majoritairement représentés dans l'accompagnement. Les garçons semblent rencontrer plus de difficultés dans leurs parcours d'insertion et notamment dans leur parcours résidentiel. Le CLLAJ a connu ces dernières années une augmentation du public ex MNA (Mineurs Non Accompagnés) et Bénéficiaires d'une Protection Internationale, ce qui explique en grande partie cette augmentation de la part des hommes accompagnés.

Plus-value du FSE :

Les résultats attendus découlent du descriptif de l'opération soit, l'intégration d'un conseiller d'insertion professionnel dédié dans le cadre d'un accompagnement vers et dans le logement permettant ainsi d'optimiser un parcours résidentiel.

Difficultés :

Ce dispositif CLLAJ est limité aux jeunes âgés de 16 à 30 ans ; pourtant ce frein concerne tous les publics accueillis par le PLIE. La question de la place des jeunes en insertion dans le logement de transition. Un nombre très important de dossiers de demande de logement social constitué (ou à actualiser), transmis aux bailleurs.

Perspectives :

Ce dispositif CLLAJ a la particularité d'être porté par une Mission locale, développé avec l'appui du PLIE. C'est une réussite et il doit perdurer sur le territoire avec le concours du FSE.

Partenariat :

Cette mission s'est faite en lien avec les partenaires de l'insertion professionnelle (Mission Locale, PLIE, Pôle Emploi) afin de faciliter les parcours et de stabiliser les situations.





ERASMUS

Retour sur la mobilité ERASMUS



Du 24 au 29 octobre 2023, huit essonniens ont eu l'opportunité de se rendre en Slovénie dans le cadre d'un projet de remobilisation sociale visant à renforcer la confiance en eux des participants. Accompagnés par des salariés de la Maison de l'emploi et de la formation Grand Paris Sud et de la Maison de l'emploi, de l'insertion et de la formation Paris Saclay, les participants ont séjourné dans le château RIS Dvorec Rakičan, renforçant ainsi le partenariat avec l'association slovène Mansion Rakičan.

Durant leur séjour le groupe a réalisé diverses activités, telles que l'équicocaching, la peinture, la cuisine... Les participants ont également, pu échanger avec des populations roms lors de leur visite à Radio ROMIC, travailler une journée à la ferme éco sociale Korenika, et bien sur découvrir la culture locale via des visites culturelles.

Au sortir de ce séjour, les encadrants ont observé des progrès significatifs en termes de développement personnel et d'entraide, témoignant du succès de cette initiative. Ce type de mobilité génère des externalités bénéfiques qui dépassent largement le cadre des activités organisées.



J'ai fait partie du groupe qui a participé à la mobilité en Slovénie en septembre 2023. Pendant ce voyage, nous avons participé à diverses activités telles que l'équithérapie, le coloriage, la cuisine, la peinture et la fabrication de savon. Nous avons également visité une radio locale appelée Romic Radio, plusieurs musées dans la ville de Maribor, ainsi qu'une ferme agricole et d'élevage.

Pour ma part, le coloriage a été une expérience étonnamment apaisante. Je n'avais pas réalisé à quel point cela pouvait vous procurer un sentiment de paix.

Odile, participante



PERSPECTIVES 2024

L'année 2024 s'annonce riche en initiatives stratégiques visant à renforcer et développer les programmes existants.

Cette année devrait être marquée par plusieurs initiatives stratégiques pour renforcer et développer les programmes existants. Parmi les priorités, la publication des premiers appels à projets pour les années 2023-2024.

La publication des premiers appels à projets pour les années 2023-2024 constituera une priorité majeure. Très attendus, ces appels à projets concrétiseront le lancement de la nouvelle programmation. Nous concentrerons également nos efforts sur le conventionnement des opérations retenus dans le cadre de ceux-ci.

Une seconde vague d'appels à projets est prévue pour 2024, afin de permettre un conventionnement en début d'année 2025.

Sur le plan international, l'accent sera mis sur le renforcement du partenariat avec nos partenaires slovè, dans le cadre du programme Erasmus.

Nous chercherons également à développer des mobilités en Belgique, notamment dans le cadre des parcours de Français Langue Étrangère (FLE), et à amorcer de nouveaux partenariats afin de favoriser l'échange de bonnes pratiques et développer de nouveaux projets.

AGFE91

Association de Gestion des Fonds Européens



europe-en-essonne.fr



contact@agfe91.fr



@agef91